

# Une "coalition" pour défendre le pastoralisme insulaire

La chambre régionale d'agriculture de Corse a réuni hier, au palais des congrès d'Ajaccio, les représentants de la collectivité, de l'Etat et les agriculteurs pour poser les grandes lignes d'une action commune en faveur des éleveurs



Le congrès a permis de réaffirmer le besoin de donner à l'agriculture une place centrale dans la société corse du XXI<sup>e</sup> siècle. / PHOTO PIERRE-ANTOINE FODORINI

Le timing n'était pas forcément le bon. À quelques semaines des élections agricoles (courant janvier), et quelques jours après la révélation de suspicion de fraudes aux aides européennes, le principal organisateur du colloque pour le pastoralisme, la chambre régionale d'agriculture, pouvait légitimement redouter un climat trop tendu pour réunir suffisamment d'invités et trouver un consensus.

Pourtant hier, son président Joseph Colombani faisait part de sa satisfaction. Pour lui, le colloque a atteint son objectif premier : réunir autour d'une table les principaux acteurs du territoire - les chambres, la CdC, l'Etat, l'Inra, etc. - pour poser un principe et une méthode destinés à favoriser le développement d'un pastoralisme moderne.

Créer en quelque sorte une "coalition" pour défendre et permettre la structuration en filière de l'élevage en montagne. "Les éleveurs étaient bien entendus invités mais notre but aujourd'hui est de sensibiliser les institutions et leurs représentants à l'importance du pastoralisme et à la nécessité de le soutenir", pose Joseph Colombani.

Sans surprise, les élus nationalistes étaient présents en nombre, à commencer par Gilles Simoneoni, resté

la journée entière au palais des congrès, histoire de réaffirmer l'un des objectifs majeurs de sa famille politique : donner à l'agriculture, et plus particulièrement au pastoralisme, une place centrale dans la société corse du XXI<sup>e</sup> siècle. Et, dans une conjoncture particulière, "corriger certains dysfonctionnements (des primes de la Pac, ndr) et construire un système vertueux pour encourager le développement pastoral", selon les mots du président de l'exécutif.

Ces primes européennes, que certains sont suspectés d'avoir dévoyées, sont nécessaires aux éleveurs de montagne qui utilisent les ressources naturelles spontanées. Car du fait du règlement des aides à la surface qui ne prend pas en compte la totalité du maquis, ces éleveurs bénéficient d'un montant limité de subventions. Jean-Marc Venturi, le président de la chambre d'agriculture de Haute-Corse, compte parmi ceux qui plaident pour une réévaluation de ces subventions.

Outre les aides financières, la solution pour développer cette filière passe par un incontournable aménagement du territoire que les pouvoirs publics s'engagent à organiser. "Il faut pouvoir mettre à disposition des espaces et créer des pâturages avec par endroits, l'utilisation de la



Elus et représentants de l'Etat étaient réunis hier au palais des congrès d'Ajaccio pour affirmer "l'ambition commune" d'un pastoralisme moderne, soutenu et structuré en filière. / PHOTO EMILIE RAGLIZ

technique du brûlage dirigé pour que l'herbe repousse", précise encore le représentant de la chambre de Haute-Corse.

Chef de service à la direction régionale de l'alimentation de l'agriculture et de la forêt (Draaf), Eric Prigent-Decherf souligne pour sa part la qualité du colloque : "La pluralité des acteurs n'a pas brouillé le message. Le diagnostic a été partagé par tous et on sent une véritable ambition pour le pastoralisme insulaire."

Une "ambition" (qui est d'ailleurs le sous-titre du colloque) qui devrait être soutenue par une cellule de coordination au sein de la chambre régionale d'agriculture et au travers de groupes de travail qui seront menés tout au long de l'année. Six thèmes sont évoqués : la coordination, l'aménagement des territoires, l'accompagnement, la formation, l'innovation et la politique de soutien.

CAROLINE MARCELIN

## De la difficulté d'envisager une gestion collective des terres

Éleveur caprin à Bastelica depuis 17 ans, Marco Beaumont représente l'association I Capraghji, un groupement d'une trentaine d'éleveurs. "Nous avons créé cette association pour être présents à la table des discussions. Car si, jusqu'ici, tous les politiques nous ont toujours affirmé leur attachement au pastoralisme, nous nous sommes retrouvés choqués à la réforme de la Pac avec nos surfaces qui sont minorées tandis qu'en plaine, il est possible de trouver 5 vaches sur 1 000 ha."

Pour Marco Beaumont, le débat ne doit cependant pas tourner à une polémique sur les aides européennes. Et s'il se réjouit des bonnes intentions affichées hier par les élus nationalistes qu'il dit "très accessibles", il s'interroge sur la possibilité de faire rapidement suivre ces intentions d'effets. "Nous sommes confrontés à plusieurs difficultés. Parmi lesquelles le problème de l'indivis. Nous sommes plusieurs à être revenus sur des zones abandonnées mais que personne ne veut vendre. Il s'agit notamment des zones de piémont qui sont emmaillonnées et qu'il est finalement difficile d'utiliser comme bon nous semble. La volonté des élus et des institutions de nous aider est là, mais dans un monde très individualisé, comment envisager une gestion collective?"